

Article 21 du Règlement

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

LA PARTICIPATION DES CANADIENS À LA PROTECTION, À LA CONSERVATION ET À LA MISE EN VALEUR DE L'ÉCOLOGIE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, notre gouvernement a fait coïncider la Semaine canadienne de l'environnement avec la Journée mondiale de l'environnement qu'ont décrétée les Nations Unies pour démontrer notre solidarité avec la Communauté mondiale. Cette semaine sert de ralliement afin que les gouvernements, l'industrie, les groupes et les associations, ainsi que le grand public, unissent leurs efforts en vue de protéger et de conserver notre patrimoine naturel pour nous et pour les générations futures.

La population canadienne est consciente du fait qu'il faut s'engager dans la lutte pour protéger l'environnement, surtout après les incidents de Bhopal en Inde, l'accident nucléaire de Tchernobyl en URSS ou les pluies acides et la pollution de l'eau au Canada. Par ce souci de l'environnement, nous pouvons démontrer que tous les Canadiens sont prêts à participer avec la Communauté mondiale à la protection, à la conservation et à la mise en valeur de l'écologie.

* * *

L'EMPLOI

ON DEMANDE À LA MINISTRE D'ACCORDER LES SUBVENTIONS REQUISES POUR LA MISE EN PLACE DANS LA CIRCONSCRIPTION DE PAPINEAU D'UN PROJET AYANT TRAIT AUX PERSONNES ÂGÉES

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, un projet de ma circonscription soumis dans le cadre du Programme de développement de l'emploi a été rejeté du revers de la main par le gouvernement. Il s'agit d'une demande de financement pour un projet aussi simple que l'entretien à domicile et l'assistance dans leurs courses quotidiennes des personnes âgées et handicapées. A cette fin, beaucoup de travailleurs, en particulier des jeunes en chômage, sont disponibles pour ce travail. Personnellement, je trouve déplorable que le gouvernement du Canada refuse de souscrire à un programme d'aide à ces citoyens âgés.

Comment un budget si minime peut-il être refusé sous prétexte que d'autres projets «répondaient davantage aux priorités établies dans la région et le milieu»? Qu'est-il de plus prioritaire que d'offrir des services essentiels au maintien d'un niveau de vie pour le moins normal et sain à des personnes âgées, handicapées, démunies, qui désirent vivre honorablement dans leur quartier?

Je demande à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} MacDonald) de bien vouloir revenir sur sa décision et d'accorder ces subventions pour maintenir ce que je qualifie de services essentiels.

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LES MARCHÉS INTERNATIONAUX DES CÉRÉALES—LA RÉUNION DES PAYS EXPORTATEURS DE BLÉ

M. Brian White (Dauphin—Swan River): Monsieur le Président, depuis quelques jours, à la demande du ministre chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer), les ministres du Commerce et de l'Agriculture des cinq principaux pays exportateurs de blé au monde se sont réunis à Whistler, en Colombie-Britannique. Pour la première fois depuis des années, des représentants de l'Argentine, de l'Australie, du Marché commun européen, des É.-U. et du Canada se sont rencontrés pour tâcher de trouver des moyens de remédier à ce qui ne va pas actuellement sur les marchés internationaux des céréales.

Le gouvernement précédent était demeuré inactif tandis que les problèmes actuels commençaient à se faire sentir, mais nous avons pris la première initiative en vue de trouver moyen de remédier aux difficultés sur les marchés internationaux des céréales. Nous avons bien compris que la réunion ne fournirait pas du jour au lendemain des solutions aux problèmes qui assaillent les céréaliculteurs, mais c'est une première démarche importante en vue de désamorcer la guerre des subventions agricoles. En outre, cette réunion a offert aux participants une tribune qui leur a permis de connaître personnellement les préoccupations et les positions des autres. Je recommande instamment à tous les députés de soutenir le ministre qui s'efforce de venir en aide aux céréaliculteurs partout au Canada.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION—LA NÉCESSITÉ D'INTERVENIR

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, cette semaine est celle de l'environnement. Pour les intéressés, la Commission Brundtland était de passage à Ottawa la semaine dernière et, cette semaine, se déroulent ici une conférence mondiale sur la stratégie de la conservation, de même qu'une conférence sur l'avenir de la planète. A la base de ces événements se trouve la préoccupation suivante, que ces derniers mettent d'ailleurs en lumière: à force de subordonner la survie de la biosphère à des objectifs économiques à court terme, nous sapons les fondements mêmes de toute économie future.

Le gouvernement n'a pas accompli grand-chose en matière d'environnement, et les déchaînements du titulaire actuel de ce portefeuille ne sauraient nous leurrer. Tous ces conservateurs qui n'ont en tête que le déficit financier devraient commencer à s'inquiéter de notre déficit écologique, de notre façon d'hypothéquer l'avenir car, en refusant de changer notre mode de vie, nous polluons l'air, l'eau et le sol et menaçons la santé des prochaines générations. Qu'ils mettent au défi d'agir les sociétés et les organismes qui ont tout intérêt à remettre à plus tard le moment d'intervenir pour enrayer la pollution et qu'ils les fassent agir maintenant. Il nous faudrait l'équivalent d'une guerre morale contre la pollution pour assurer la survie de l'humanité.